



Bruxelles, le 23.3.2020
COM(2020) 104 final

ANNEX

ANNEXE

au

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, AU COMITÉ DES RÉGIONS ET À LA
BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT**

**relatif à la mise en œuvre de la communication de la Commission intitulée «Un
partenariat stratégique renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de
l'Union européenne»**

Table des matières

1. France	2
2. Guadeloupe	4
3. Guyane	6
4. Martinique.....	8
5. Île de La Réunion.....	10
6. Saint-Martin.....	12
7. Mayotte.....	13
8. Portugal	14
9. Açores	15
10. Madère.....	18
11. Espagne.....	20
12. Les îles Canaries	21

1. France

Du fait de son organisation institutionnelle, la France fixe des cadres stratégiques pour ses politiques publiques dans de nombreux secteurs concernés par la communication sur les régions ultrapériphériques, aux niveaux national et local.

- Adoption d'un «Livre bleu» pour les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer français en juin 2018, à la suite à des consultations menées en 2017.
- Lancement en avril 2019 de la Trajectoire outre-mer 5.0, dont les objectifs sont zéro carbone, zéro déchet, zéro polluant agricole, zéro exclusion et zéro vulnérabilité.
- Amélioration de la collecte de données dans les régions ultrapériphériques, en particulier à Mayotte, et coopération avec les autorités de Saint-Martin pour répondre aux besoins spécifiques de ce territoire.

Économie bleue

- Coopération avec les régions et les acteurs locaux pour finaliser d'ici 2020 un document stratégique pour chaque bassin maritime, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la mer et le littoral de 2017 visant à soutenir la «croissance bleue» et à protéger l'environnement marin.

Biodiversité

- Adoption en juillet 2018 d'un plan d'action pour renforcer la conservation de la biodiversité.
- Organisation du Congrès mondial de la nature à Marseille (juin 2020), qui contribue à renforcer la coopération avec les régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique en faveur d'objectifs communs fixés dans le cadre d'accords internationaux sur des questions telles que la conservation des récifs coralliens.
- Envoi prévu de représentants de l'Office français de la biodiversité dans les régions ultrapériphériques françaises pour coopérer avec les agences locales de la biodiversité.
- Mise en place en avril 2019 d'un service national chargé des projets économiques de promotion de la biodiversité en Guyane.

Agriculture et développement rural

- Mise en place du fonds de mutualisation relatif à la gestion des risques dans l'agriculture pour la prochaine période de programmation 2021-2027, comme prévu dans la loi relative à l'égalité réelle outre-mer¹.
- Analyse des outils de gestion des risques avec les compagnies d'assurance pour couvrir en particulier les cultures de bananes d'ici la fin de la période de programmation actuelle.

Changement climatique

- Adoption du deuxième plan national d'adaptation au changement climatique (décembre 2018) qui recense les défis à relever dans les territoires d'outre-mer, notamment en matière de collecte de données, de préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, de tourisme et de leviers financiers.
- Nomination en avril 2019 d'un délégué interministériel aux risques majeurs outre-mer.

Emploi, éducation et formation

- Réalisation et publication en juin 2019 d'une étude sur la mobilité des jeunes vivant dans les territoires d'outre-mer, qui dresse la carte des principaux acteurs et des programmes de mobilité.

¹ Loi n° 2017-256 du 28 février 2017.

- Mise en place de la possibilité de contrats de travail permettant d'acquérir des qualifications professionnelles avec les États voisins des régions ultrapériphériques, comme le prévoit la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel².

Énergie

- Coopération avec les autorités locales de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de Mayotte et de La Réunion concernant la révision de leurs plans pluriannuels en matière d'énergie.
- Signature d'un contrat de transition écologique pour soutenir la transformation écologique à l'échelle locale à La Réunion (avril 2019) et en Guyane (juillet 2019).
- Programmation en 2019 d'un montant de 530 millions d'euros sur les cinq prochaines années pour toutes les régions françaises non connectées au réseau électrique continental afin de maîtriser la demande d'énergie: 35 % de l'aide est destinée aux consommateurs en situation précaire, y compris dans les régions ultrapériphériques.

Économie circulaire

- Conclusion en février 2020 d'une étude sur l'optimisation des fonds européens concernant les projets de gestion des déchets en faveur de l'économie circulaire dans les régions ultrapériphériques.

Compétitivité, esprit d'entreprise et marché unique

- Abaissement des seuils d'accès au financement national pour les projets d'innovation dans les régions ultrapériphériques; extension en juin 2019 d'un régime de prêts pour les régions ultrapériphériques aux entreprises de moins de trois ans, et amélioration de ses conditions de financement.
- Lancement prévu au cours du premier trimestre de 2020 d'un appel à manifestation d'intérêt d'un montant de 15 millions d'euros consacré à l'innovation dans les régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer français.

Accessibilité numérique

- Financement de 15 centres d'éducation dans les régions ultrapériphériques pour renforcer les compétences numériques.

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Adoption d'une loi renforçant les moyens d'action des services de l'État en matière de contrôle de l'immigration et d'asile (septembre 2018). Lancement en avril 2018 d'un projet pilote concernant le traitement des demandes d'asile en Guyane.
- Mise en place d'un centre opérationnel à Mayotte et d'un groupe d'enquête interministériel spécialisé dans les aspects financiers de l'immigration clandestine.

² Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018.

2. Guadeloupe

La Guadeloupe progresse dans la mise en œuvre de la communication sur les régions ultrapériphériques et met l'accent sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Économie bleue

- Inauguration en mai 2019 d'un chantier naval sur l'île de Marie-Galante, qui assure une formation au savoir-faire local en vue de contribuer à une pêche durable.
- Pilotage du projet pilote ORFISH pour la période 2017-2019 (cofinancé à 90 % par l'Union), destiné à favoriser l'échange de connaissances sur les techniques de pêche à faible incidence entre les pêcheurs de toutes les régions ultrapériphériques et à alléger la pression sur les ressources halieutiques côtières.

Agriculture

- Lancement en 2019 d'un projet de promotion et de vente de spiritueux et de produits agroalimentaires aux États-Unis, en partenariat avec des entreprises du secteur, Business France et le ministère français des Outre-mer.

Biodiversité

- Agence régionale de la biodiversité en cours de création.

Économie circulaire

- Lancement en octobre 2018 d'un «plan régional zéro déchet d'ici 2035» visant à réduire la quantité de déchets par habitant et la dépendance énergétique et à créer huit points de collecte des déchets.
- Soutien des entreprises locales avec le Fonds européen de développement régional pour le traitement des déchets métalliques et des véhicules endommagés par les ouragans Irma et Maria.

Énergie

- Inauguration en juin 2018 de stations de recharge des voitures à partir de l'énergie solaire afin d'encourager l'utilisation du surplus d'énergie solaire.
- Lancement d'un projet d'installation photovoltaïque dans le centre de gestion des déchets de la municipalité de Sainte Rose (mars 2019) pour réduire les émissions et augmenter l'efficacité énergétique.
- Création en février 2019 d'une nouvelle centrale électrique pour l'éclairage public municipal, qui devrait permettre de réduire la consommation d'énergie de 75 %; amélioration de l'éclairage public dans deux municipalités avec le soutien du Fonds européen de développement régional.

Recherche et innovation

- Installation d'enregistreurs de vagues pour améliorer la prévention des risques naturels majeurs liés à la mer (mars 2019).
- Installation de nouveaux équipements de diagnostic du cancer et lancement du premier centre de gestion du diagnostic du cancer dans les Caraïbes en juin 2018.

Transports

- Ouverture en février 2020 d'une nouvelle liaison aérienne entre Pointe-à-Pitre et New York afin d'améliorer la connectivité.

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Admission au sein de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale en 2019.

- Lancement d'un projet («Ready Together») visant à améliorer la coordination de l'aide en cas de catastrophes naturelles dans les Caraïbes.

3. Guyane

La Guyane progresse à un rythme soutenu par rapport aux priorités définies dans la communication, en privilégiant l'éducation et la formation, ainsi que l'utilisation durable des ressources. De nombreuses initiatives sont en cours de planification.

Économie bleue

- Élaboration en décembre 2019 d'une stratégie régionale d'économie bleue.
- Création d'un instrument financier sous la forme d'un programme de prêt de 4,7 millions d'euros destiné aux petits opérateurs, y compris dans le secteur de la pêche.
- Transformation d'un projet de service de conseil aux pêcheurs locaux dirigé par l'agence de développement régional et la collectivité locale en un service permanent.

Agriculture

- Finalisation d'une étude et préparation d'un projet pilote d'agriculture expérimentale, visant à créer des stations d'essai permettant de mettre au point des méthodes pour mieux utiliser les ressources biologiques.

Biodiversité

- Agence régionale de la biodiversité en cours de création.

Économie circulaire

- Élaboration d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets avec le soutien de l'Agence française de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Énergie

- Construction de nouvelles installations électriques fondées sur la biomasse pour répondre à une demande énergétique de 40 mégawatts d'ici 2023 et s'adapter à la hausse de la demande et à la croissance démographique.

Recherche et innovation

- Organisation en avril 2018 d'un forum sur la recherche et l'innovation, réunissant les représentants des autorités locales, du secteur de la recherche et des entreprises, afin d'orienter la révision en cours de la stratégie de spécialisation intelligente.
- Signature d'un accord avec un groupement d'entreprises françaises de parfums et de cosmétiques pour stimuler la recherche locale sur les substances naturelles de Guyane et concevoir des produits à partir des ressources végétales locales, comprenant un partenariat entre les centres universitaires (novembre 2018).

Emploi, éducation et formation

- Signature d'un accord avec les établissements d'enseignement de la région, l'AFMAé (Association pour la formation aux métiers de l'aérien) et la société aérospatiale ArianeGroup afin de créer une licence dans le domaine de l'industrie aérospatiale en 2020.
- Lancement d'un projet avec l'organisation patronale MEDEF et l'agence Pôle emploi pour placer 300 jeunes dans des entreprises locales (2019); mise en place d'un point de contact pour conseiller les entreprises locales en matière d'insertion professionnelle.

Accessibilité numérique

- Préparation du déploiement d'un câble sous-marin reliant la Guyane au câble sous-marin à fibre optique EllaLink qui reliera l'Europe et l'Amérique latine en 2020 et sera opérationnel en 2021, avec le soutien du Fonds européen de développement régional et de la Banque européenne d'investissement.

- Préparation de mesures visant à faire de la région une zone d'activité économique pour le stockage de données sur des serveurs («Datacentre»).
- Déploiement du haut débit dans 17 zones isolées; acquisition d'une bande passante satellite en avril 2019 pour faciliter la connectivité numérique des écoles dans les zones isolées.
- Création de 44 points d'accès au réseau à Saint-Laurent-du-Maroni (sites d'intérêt économique et zones isolées), avec le soutien du Fonds européen de développement régional.

Transports

- Élaboration d'un projet à grande échelle pour la création de voies réservées aux transports publics dans la capitale, Cayenne.
- Mise en place d'une nouvelle liaison par ferry entre Saint-Laurent-du-Maroni et Albina au Suriname, avec le soutien du programme Interreg.

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Lancement d'une étude visant à évaluer les besoins des entreprises locales et les mesures à prendre pour améliorer les échanges avec le voisinage.

4. Martinique

La mise en œuvre de la communication en Martinique se traduit par l'obtention de résultats dans des domaines tels que l'économie circulaire, l'énergie, la compétitivité ainsi que l'emploi, l'éducation et la formation.

Économie bleue

- Programmation début 2020 d'une étude de faisabilité concernant la création d'un institut d'aquaculture.
- Confirmation du lancement de nouveaux programmes de formation axés sur la pêche et les domaines liés à l'économie bleue, assurés par un centre de formation professionnelle spécialisé (PÔLE MER).

Biodiversité

- Signature en juin 2019 d'un accord-cadre entre la collectivité locale, le Parc naturel régional et les autorités françaises pour créer un programme régional de préservation et mieux connaître et faire connaître la réserve naturelle.

Économie circulaire

- Lancement d'une consultation publique et adoption (fin 2019) d'un plan de prévention et de gestion des déchets, afin d'ouvrir la voie à une stratégie d'économie circulaire locale.
- Lancement de campagnes d'information contre le gaspillage de nourriture dans les écoles locales en vue de sensibiliser les élèves à l'économie durable.
- Lancement en 2018 d'une campagne de sensibilisation intitulée «Kaz Zéro Gaspi» dans le cadre de la semaine de l'éco-consommation.
- Mise en place de 14 projets, comprenant des études sur la réutilisation des équipements et du mobilier médicaux, la création d'un service de réparation mobile (le «Repair Truck») et l'extension d'un centre de services de réparation proposant des ateliers (le «Repair Café»).

Énergie

- Lancement d'un projet de soutien à l'installation de panneaux photovoltaïques en 2017 pour améliorer l'autonomie énergétique et de deux appels à propositions en 2019 pour la construction de bâtiments économes en énergie.
- Déploiement d'un réseau d'éclairage public économe en énergie pour économiser au moins 30 % d'électricité à l'horizon 2020.
- Lancement d'un programme d'aides aux économies d'énergie sur cinq ans (2019-2023), doté d'une enveloppe de 100 millions d'euros et axé sur une soixantaine d'actions visant à réduire la consommation d'électricité.
- Mise en place en 2019 d'une plateforme d'information³ sur la transition énergétique, comprenant des informations sur la mobilité, les énergies renouvelables, les services publics domestiques et l'isolation thermique.
- Installation de stations de ravitaillement en énergie solaire à 100 % pour les voitures électriques dans le cadre du projet Green Drive.
- Installation progressive de 250 stations de recharge en énergie solaire, prévue dans le cadre du programme «Madin' Drive».

Emploi, éducation et formation

³ www.transitionenergetiquemartinique.mq.

- Organisation en mars 2019 d'un concours pour les apprentis en formation professionnelle.
- Organisation en juin 2019 d'un salon local de l'emploi et de l'enseignement axé sur le recrutement dans le secteur du numérique.

Compétitivité, esprit d'entreprise et marché unique

- Adoption en 2017 du schéma territorial de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, qui prévoit des financements pour améliorer la production, les performances et l'employabilité; mise en place d'un partenariat pour fournir des services d'information aux entreprises.
- Lancement en 2018 d'un forum annuel de trois jours pour les entreprises, intitulé «OSE!», pour permettre aux entreprises établies de se rencontrer et apporter des conseils en matière de création d'entreprise.

Accessibilité numérique

- Déploiement de réseaux de fibres optiques reliant les établissements d'enseignement, avec le soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural, et de réseaux de fibres optiques à haut débit, avec le soutien du Fonds européen de développement régional.
- Présentation d'un «village numérique» lors du forum «OSE!» de 2019, en vue d'encourager la transition numérique des entreprises locales (l'impression 3D par exemple).

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Tenue de trois conseils des ministres de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, portant sur les domaines de la santé, de l'éducation et de l'environnement.
- Lancement en janvier 2018 du projet de renforcement des échanges commerciaux dans la Caraïbe orientale (Trade Enhancement for Eastern Caribbean ou TEECA) pour aider 30 entreprises locales à exporter vers les États caribéens.
- Collaboration en qualité de partenaire au projet Odyssea (février 2019) portant sur l'économie bleue, lequel est destiné à renforcer le tourisme bleu et la croissance bleue dans les Caraïbes.

5. Île de La Réunion

La Réunion privilégie de nombreux secteurs mentionnés dans la communication, en particulier l'économie circulaire et l'économie bleue, l'énergie, la recherche et la coopération avec les pays voisins.

Économie bleue

- Lancement d'un projet de planification de l'espace maritime (2018-2020) dans le bassin sud-ouest de l'océan Indien (OCEAN MÉTISS), en partenariat avec l'État, la Commission de l'océan Indien et la Commission européenne.
- Création en mars 2019 d'un «institut bleu» pour concevoir et coordonner les politiques publiques en matière d'économie bleue.

Agriculture et développement rural

- Élaboration d'un modèle agricole favorisant la production locale et soutenant la transition agro-écologique (projet AGRYPEI 2030).

Biodiversité

- Formation et soutien à la mise en place de projets bénéficiant d'un financement de l'Union européenne au titre de LIFE et BEST en 2018 et en 2019.
- Réalisation de projets avec le soutien du Fonds européen de développement régional pour protéger les espèces menacées: le busard de Maillard et des espèces végétales (projet ESPECES).

Économie circulaire

- Conception d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets avec l'État et les autorités locales, qui fixe des objectifs régionaux tels que le «zéro déchet» et assure la coordination des initiatives.
- Élaboration d'un plan d'action régional sur l'économie circulaire afin de définir une stratégie et des mesures concrètes permettant d'atteindre l'objectif «zéro déchet».
- Réalisation de 22 projets d'économie circulaire (de février 2018 à juin 2019) portant sur la conception, la durée de vie et le recyclage des produits.
- Participation au projet REPLACE (août 2019), financé par le programme Interreg Europe, dans le but de définir et mettre en place des politiques d'économie circulaire.

Énergie

- Mise en place en février 2018 d'un groupe de travail sur la transition énergétique avec l'État et la Commission européenne.
- Mise en place de deux projets avec le soutien du Fonds européen de développement régional:
 - SOLARPLEXUS, dont l'objectif est de concevoir un système innovant permettant aux sites éloignés d'accéder aux services d'électricité, d'approvisionnement en eau et de communication;
 - MICRO-MAFATE NETWORK, qui vise à tester un micro-réseau électrique dans le cirque de Mafate, dans le but de parvenir à l'autosuffisance.
- Réalisation de travaux de rénovation thermique dans 18 écoles secondaires depuis 2018.
- Mise au point de véhicules durables tels que des scooters électriques pour la circulation en ville, avec le soutien du Fonds européen de développement régional (projet VELOCE de mars 2018).

Recherche et innovation

- Mise en œuvre du projet VALOBIO en mai 2019 (avec le soutien du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche), qui fait appel à une méthode innovante permettant de transformer les coproduits de poissons rejetés à la mer en engrais organiques liquides pour une agriculture durable.
- Lancement en avril 2019 de l'évaluation de sa stratégie de spécialisation intelligente pour analyser le potentiel des régions dans différents domaines et recenser les marchés de niche d'intérêt stratégique.

Emploi, éducation et formation

- Mise en place du projet CAMPUS SUD en novembre 2017 avec le soutien du Fonds européen de développement régional, afin de regrouper et d'étendre l'offre de l'université régionale et de créer un pôle technologique (projet «Vallée Blanche»).

Compétitivité, esprit d'entreprise et marché unique

- Création du fonds «Financière Région Réunion» doté d'un montant de 50 millions d'euros (en provenance du Fonds européen de développement régional, de la Banque européenne d'investissement et de la région) pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) avec des prêts et un instrument de capital-investissement; en juin 2019, ce fonds avait financé 135 PME à hauteur de 13 millions d'euros.
- Participation au projet REACT soutenu par le programme HORIZON 2020 pour décarboner les systèmes énergétiques de l'île.

Accessibilité numérique

- Achèvement du déploiement de l'internet à haut débit qui devrait concerner toutes les zones non couvertes d'ici à la fin de 2022, avec le soutien du Fonds européen de développement régional (grand projet de 2019).

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Mise en œuvre du projet TIS AEDES OI (dans le cadre du programme Interreg) qui teste une technique de contrôle du moustique «tigre» Aedes.
- Renforcement de la capacité des structures privées et publiques des pays partenaires par l'envoi de diplômés locaux dans ces pays, avec le soutien du programme Interreg.
- Conclusion avec les pays voisins au sein du programme Interreg Océan Indien (par exemple avec les Seychelles en avril 2019) d'accords-cadres qui améliorent la coordination dans les domaines d'intérêt commun.
- Création en juillet 2019 d'un service de soutien aux entreprises au Mozambique pour faciliter l'internationalisation des entreprises locales et la coopération régionale.

6. Saint-Martin

Saint-Martin met en œuvre la communication sur les régions ultrapériphériques dans le contexte particulier de la reconstruction de l'île après le passage de l'ouragan Irma. L'accent est donc mis sur la reconstruction d'infrastructures améliorées et sur l'apport de réponses adéquates au changement climatique.

Économie bleue

- Mise à disposition depuis 2018 de formations professionnelles sur les activités maritimes liées à l'économie bleue.

Agriculture

- Lancement prévu de solutions innovantes pour l'agriculture, telles que la culture hors sol, et d'investissement dans des enclos à bétail amovibles, à démonter en cas de mauvais temps.

Économie circulaire

- Sensibilisation au recyclage et au tri des déchets et mise en place de campagnes de communication sur le sujet; création d'un point de collecte des déchets et réalisation d'une étude conjointe pour l'ensemble de l'île (avec le soutien du programme Interreg Caraïbes) afin d'améliorer la gestion des déchets.

Changement climatique

- Mise en place en 2018 d'un système de gestion des risques de catastrophes qui se traduit par des exercices d'alerte, des campagnes de sensibilisation du public, l'évaluation des systèmes d'alerte et l'acquisition d'un radar météorologique pour améliorer les prévisions météorologiques (programme Interreg Caraïbes).

Énergie

- Lancement en juillet 2019 d'études de pré-faisabilité concernant les ressources géothermiques potentielles des îles de Saba, Saint-Eustache et Saint-Kitts et l'interconnexion électrique entre les îles pour favoriser les énergies renouvelables (programme Interreg Caraïbes).

Accessibilité numérique

- Mise en place, dans le cadre de la reconstruction, de réseaux souterrains de fibres optiques, afin d'améliorer la connectivité numérique dans l'ensemble de l'île.
- Réalisation d'études de pré-faisabilité concernant l'interconnexion numérique entre les îles Sous-le-Vent (îles du nord de la chaîne des Petites Antilles).

Coopération des régions ultrapériphériques avec leurs voisins et au-delà

- Obtention du statut d'observateur au sein de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

7. Mayotte

Mayotte met en œuvre la communication de 2017 en privilégiant l'économie bleue.

Économie bleue

- Lancement d'un groupe de travail en 2018 pour préparer une stratégie régionale en matière d'économie bleue: collecte de données sur les secteurs de l'économie bleue et organisation d'échanges avec les acteurs de la croissance bleue (formation, tourisme, pêche et aquaculture).
- Élaboration d'un schéma d'aménagement régional du territoire, comportant un chapitre particulier sur l'aménagement de l'espace maritime, qui servira de base à toutes les activités liées au littoral.
- Élaboration d'un plan de gestion de la flotte en concertation avec les autorités nationales, ainsi que d'un plan directeur pour l'aquaculture.
- Investissement dans des installations aquacoles abandonnées et renforcement de la capacité des acteurs locaux dans ce domaine.

Biodiversité

- Mise en place d'une agence régionale de la biodiversité en partenariat avec les autorités nationales.

Énergie

- Mise en place d'un projet pilote concernant des véhicules électriques et des stations de recharge alimentées à 100 % par l'énergie solaire pour un transport durable (2019).
- Étude en cours concernant le potentiel du photovoltaïque dans les écoles et les bâtiments publics, étant donné que l'énergie solaire est l'énergie renouvelable la plus importante dans la région.

Compétitivité, esprit d'entreprise et marché unique

- Lancement d'un projet technopolis en 2017 pour rassembler les entreprises manufacturières et de services issues des secteurs de la haute technologie, en vue de renforcer leur capacité à exercer leurs activités sur le marché unique.

Transports

- Conception en cours d'un projet de transport interurbain portant sur la mise en place de trois lignes de bus qui relieront le sud, le centre et le nord de Mayotte à la capitale Mamoudzou et sur la création d'éventuelles liaisons maritimes d'ici 2021 pour améliorer la connectivité.
- Lancement en 2018 d'un projet visant à renforcer la sécurité de l'aéroport de Mayotte, avec le soutien du Fonds européen de développement régional.

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Signature d'un accord permettant aux étudiants de l'université de Mayotte d'étudier dans les pays d'Afrique de l'Est, dans les domaines de la technologie numérique, de l'animation et de la culture (février 2019).

8. Portugal

Le Portugal travaille en étroite collaboration avec les régions autonomes des Açores et de Madère pour mettre en œuvre la communication de 2017, notamment dans les domaines de l'économie circulaire, du changement climatique et de la recherche.

- Renforcement de la coopération en 2018 et 2019 entre l'Institut national de la statistique et les services de statistique régionaux des Açores et de Madère pour améliorer la collecte et la gestion des données, notamment dans les domaines de l'agriculture, du transport maritime et du transport aérien.

Économie circulaire

- Soutien de projets favorisant une utilisation plus efficace des ressources à Madère et aux Açores en 2018 et 2019, dans le cadre du Fonds national pour l'environnement.
- Facilitation de la participation de citoyens de Madère et des Açores à des événements concernant l'économie circulaire et le changement climatique organisés au Portugal (remboursement plus élevé des dépenses supportées).

Changement climatique

- Soutien à des projets favorisant l'installation de stations de recharge pour véhicules électriques aux Açores, au moyen d'appels lancés au titre du Fonds pour l'environnement en 2018 et en 2019.
- Octroi de fonds à Madère et aux Açores dans le cadre du programme «Environnement, changement climatique et économie à faible intensité de carbone».
- Organisation de réunions à Madère et aux Açores en mars 2019 pour présenter le mécanisme de financement des subventions de l'Espace économique européen⁴.

Biodiversité

- Lancement en 2019 d'un appel à projets pour encourager des modèles de développement durable dans toutes les réserves de biosphère portugaises, dont cinq sont situées à Madère et aux Açores.

Recherche et innovation

- Début en septembre 2018 d'un programme international de lancement de satellites, visant à créer un port spatial international sur l'île de Santa Maria, aux Açores; le port spatial devrait être opérationnel d'ici la fin 2021.
- Création en mars 2019 de l'Agence spatiale portugaise sur l'île de Santa Maria, aux Açores.

Accessibilité numérique

- Création en mai 2019 du groupe de travail «Câbles sous-marins CAM – Continent, Açores et Madère», chargé d'analyser la meilleure façon de remplacer les câbles sous-marins qui assurent les connexions de communication entre Madère et les Açores et le continent; le groupe a publié ses conclusions en décembre 2019.

Transports

- Proposition d'inclure les aéroports de Funchal, de Porto Santo et de Ponta Delgada dans le réseau central RTE-T, en réponse à la consultation menée sur la révision des lignes directrices du RTE-T.

⁴ <https://eeagrants.org/about-us>.

9. Açores

Les Açores mettent en œuvre la communication de 2017 en privilégiant l'économie bleue ainsi que les secteurs de l'énergie et de la recherche.

- Collecte de données sur l'emploi et les activités dans le secteur de la pêche pour toutes les îles.

Économie bleue

- Création en 2018 d'un groupe de travail chargé de mettre en place l'Observatoire Atlantique consacré à la recherche scientifique maritime, en ce compris la protection, la recherche, la surveillance et l'exploitation socio-économique des espaces maritimes.
- Prise en charge du projet MarSP (2018-2019), qui vise à élaborer des schémas d'aménagement de l'espace maritime aux Açores, à Madère et aux îles Canaries.
- Achèvement du projet MISTIC SEAS II et coordination du projet MISTIC SEAS III (2019), en vue d'évaluer la directive-cadre sur la stratégie pour le milieu marin.
- Participation au projet AQUA-LIT (2019), dont l'objectif est de prévenir les déchets marins provenant des activités aquacoles et d'éliminer les déchets des installations aquacoles.
- Lancement du projet pilote «E-log» (2019) destiné à effectuer un suivi électronique de la pêche artisanale et à soutenir les acteurs locaux.
- Mise en lumière de la déclaration des Açores pour la défense de la pêche au thon à la ligne (octobre 2018), afin de sensibiliser aux techniques de pêche durables.
- Création de l'«École de la mer» (2019) destinée à encourager les qualifications et les formations et participation, dans le cadre du programme Erasmus, au projet MATES (2018-2021) visant à favoriser une stratégie de qualification professionnelle en matière de technologies marines.

Agriculture

- Finalisation prévue en 2020 d'un «plan stratégique pour le secteur laitier» destiné à trouver de nouveaux marchés et à encourager l'innovation en matière de produits laitiers et la vente de ces produits à l'étranger.
- Soutien apporté à l'utilisation d'avions pilotés à distance pour la gestion des forêts (cofinancement du Fonds européen agricole pour le développement rural).

Biodiversité

- Évaluation de la pollution causée par les matières plastiques en haute mer, avec le soutien du Fonds européen de développement régional (projet PLASTDEEP 2019).
- Réalisation en cours de trois projets dans le cadre du programme LIFE de l'UE: LIFE VIDALIA (2018-2023) pour la conservation des espèces végétales menacées d'extinction, LIFE-IP AZORES NATURA (2019-2027) pour la préservation des habitats et des espèces protégées, Et LIFE Beetles (à partir de 2020) pour la réduction des risques pesant sur les espèces menacées.
- Mise en œuvre du projet MOVE I (2018-2021) et lancement du projet MOVE ON (2019-2022) conformément à la stratégie de l'Union en matière de biodiversité, en vue de cartographier et d'évaluer l'état des écosystèmes et de leurs services.
- Soutien apporté au projet BIOINVENT consacré à l'étude de la diversité microbienne des sols dans les écosystèmes de prairie des Açores et au projet MARFOR destiné à étudier la dynamique des réactions des forêts marines au changement global (les deux projets se déroulant sur la période 2017-2020).

Changement climatique

- Approbation en septembre 2019 du programme régional pour le changement climatique visant à limiter au minimum les émissions de gaz à effet de serre et à réduire l'exposition aux risques climatiques.

Économie circulaire

- Adoption attendue du programme de gestion du tourisme en faveur du développement durable dans ce secteur.

Énergie

- Lancement en octobre 2018 de la «Stratégie énergétique des Açores 2030» visant à exploiter le potentiel des ressources naturelles et des technologies émergentes et élaboration en cours du «Plan d'action des Açores en faveur de l'efficacité énergétique».
- Création du «Plan d'action en faveur de la mobilité électrique aux Açores» pour la période 2018-2024, qui comprend l'exploitation de stations de recharge pour les véhicules électriques sur les neuf îles.
- Élaboration d'un programme de transition énergétique soutenu par l'initiative «Énergie propre pour les îles européennes» et analyse de l'utilisation de câbles sous-marins pour relier les réseaux électriques des différentes îles.
- Participation à un projet Horizon 2020 (2019-2021) sur la géothermie profonde et au projet Interreg E-MOBICITY (2019-2023), dont l'objectif est d'optimiser les politiques publiques en matière de mobilité électrique dans les zones urbaines.

Recherche et innovation

- Lancement en septembre 2018 d'un port spatial international sur l'île de Santa Maria, qui devrait être opérationnel d'ici la fin 2021.
- Approbation en 2018 du «Plan d'internationalisation de la science et de la technologie» visant à promouvoir la science et à attirer des projets et des partenariats extérieurs.
- Approbation en 2018 de l'initiative Transfer+ et participation au projet FANBest destiné à favoriser le transfert de technologie dans les PME locales, en particulier dans le secteur de l'économie bleue.

Emploi, éducation et formation

- Lancement d'initiatives en faveur de l'emploi, telles que les initiatives INOVAR (en place depuis mars 2019) à destination des jeunes au chômage, Berço de Emprego (mise à jour en 2019) pour les remplacements temporaires, et Movemprego (en 2020) pour encourager la mobilité géographique des ressources humaines.

Accessibilité numérique

- Lancement en 2018 du plan d'action en faveur de la culture scientifique et technologique, qui a contribué à la création de laboratoires d'informatique, de robotique et de programmation dans les écoles.

Transports

- Lancement d'un appel d'offres international pour construire un navire destiné au transport de passagers, de véhicules et de fret entre toutes les îles tout au long de l'année (janvier 2019).

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Participation au projet Marine-Earth Observation (observation de la terre et de la mer) en vue de mettre au point une technologie sur mesure à partir des services en aval du programme Copernicus, destinée à améliorer la connaissance du domaine maritime.

10. Madère

Madère progresse dans la mise en œuvre de la communication de 2017, notamment dans les domaines de l'économie bleue, de l'économie circulaire, du changement climatique, de la recherche, de l'énergie, de l'emploi et des compétences.

Économie bleue

- Lancement en 2018 de la ligne de crédit INVESTE RAM2020, instrument financier destiné à faciliter l'accès des petits opérateurs au financement (20 millions d'euros).
- Élaboration d'un plan d'aménagement spatial de l'environnement maritime, outil de gestion territoriale destiné à favoriser une économie bleue durable.
- Création en 2019 d'un consortium responsable du centre international intégré d'enseignement et de formation au milieu marin à Madère, qui doit commencer à dispenser des formations en 2020.

Agriculture et développement rural

- Entrée en vigueur en 2018 d'un texte législatif établissant une commission technique d'évaluation des produits agricoles et des denrées alimentaires de Madère afin de garantir que les produits bénéficiant d'un système de qualité de l'Union sont conformes à la législation européenne.

Biodiversité

- Renforcement de la gestion des aires protégées et des sites du réseau Natura 2000 (depuis 2017) par la révision et la mise à jour des plans de gestion, des stratégies et des zones classées.

Économie circulaire

- Élaboration d'un programme régional en faveur de l'économie circulaire afin d'atténuer l'incidence environnementale dans le cadre d'une croissance économique durable (2019).
- Conception de la «stratégie déchets 2020-2030» pour améliorer la gestion des déchets (2019).

Changement climatique

- Accélération de la mise en œuvre de la stratégie régionale d'adaptation au changement climatique grâce à des projets soutenus par les programmes Interreg et LIFE de l'UE, et lancement d'une mise à jour de celle-ci.
- Mise au point d'un logiciel et de systèmes permettant d'évaluer, de prévenir et d'atténuer les risques d'incendie de forêt et d'améliorer la gestion des incendies de forêt, avec le soutien du Fonds de cohésion.

Énergie

- Mise en œuvre du projet «Porto Santo durable – Une île intelligente sans énergie fossile» (2019) visant à favoriser l'utilisation des véhicules électriques et les systèmes de recharge intelligents.
- Finalisation imminente de l'extension du projet hydroélectrique Calheta III avec le soutien du Fonds de cohésion.
- Participation à plusieurs projets de l'Union européenne en matière d'énergie, dont ENERMAC (2017-2019) concernant la planification des stratégies de mise en place d'infrastructures d'énergie renouvelable.
- Actions en faveur des transports propres, avec le soutien du Fonds européen de développement régional: achat de 5 minibus électriques et de 25 bus propres (2019).

Recherche et innovation

- Participation depuis 2019 au projet SMART4HEALTH visant à permettre aux citoyens de gérer et de conserver leurs propres données de santé dans l'ensemble de l'Union européenne et au-delà.
- Réévaluation de la stratégie régionale de spécialisation intelligente (2019) afin de préparer le lancement de la stratégie 2.0 pour la période 2021-2027.

Emploi, éducation et formation

- Mise en place de mesures d'aide aux chômeurs, notamment des programmes de création d'emplois pour les jeunes, tels que PROJOVEM. En 2018, les 68 projets approuvés dans le cadre du programme de stimulation de l'esprit d'entreprise chez les chômeurs ont débouché sur la création de 118 emplois. Ces mesures ont concerné 5 512 personnes en 2018.

Accessibilité numérique

- Signature en 2018 d'un contrat pour l'installation d'une nouvelle liaison de télécommunications par câble optique sous-marin entre Madère et le continent portugais.
- Création de cours pour améliorer les compétences numériques dans les écoles (2018-2019), dans le cadre du «plan stratégique en faveur de l'innovation pédagogique dans les établissements scolaires», comprenant des projets dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.
- Lancement en 2018-2019 du «Future Classroom Lab» (laboratoire scolaire du futur), qui dote les écoles de kits de robotique.

Transports

- Approbation du plan d'action pour la mobilité durable à Madère (juin 2019). Le plan est destiné à soutenir la transition vers des transports propres et sûrs.

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Relance du sommet de l'archipel de Macaronésie en 2018, qui favorise le débat sur les défis communs liés à l'environnement et au changement climatique, à l'économie de la mer, à la stimulation des échanges commerciaux et des investissements, à la formation, ainsi qu'à la mobilité des étudiants et des enseignants.
- Participation au projet INTEGRA, approuvé en juin 2019, dont l'objectif est l'intégration du marché et le développement économique et social de la Macaronésie (programme Interreg Madère-Açores-Canaries, ou MAC).

11. Espagne

L'Espagne met en œuvre la communication de 2017 en concertation avec la région ultrapériphérique des îles Canaries dans le cadre de la répartition constitutionnelle des compétences.

Économie circulaire

- Participation au lancement de la task force «Déchets» en novembre 2018 et à ses réunions ultérieures par l'intermédiaire du ministère de la transition écologique et du département des douanes et accises; et soutien à la mise en œuvre de son plan d'action.
- Analyse du plan intégral de gestion des déchets des îles Canaries (PIRCAN) défini pour la période 2018-2025.

Énergie

- Soutien, dans le cadre du paquet «Énergie propre» de l'Union, aux mesures en faveur des énergies renouvelables dans les îles, des économies d'énergie, de l'efficacité énergétique et de la mobilité durable, telles que les ventes aux enchères d'énergie renouvelable, les liaisons entre les îles et les stations de recharge pour les véhicules électriques.
- Conception et mise en place d'initiatives de formation et de diffusion des technologies dans le domaine des énergies renouvelables.

12. Les îles Canaries

Les îles Canaries mettent en œuvre la communication de 2017 en privilégiant le secteur de l'énergie, la recherche et l'économie circulaire.

- Collecte de données officielles sur la production locale depuis juillet 2018 dans le cadre d'un accord avec l'institut statistique local (ISTAC).

Économie bleue

- Mise en place d'un groupe de travail sur l'économie bleue en février 2018 et réalisation d'une analyse AFOM (atouts, faiblesses, opportunités, menaces) pour tous les secteurs de l'économie bleue afin de préparer le lancement de la stratégie d'économie bleue prévu au premier semestre 2020.

Agriculture et développement rural

- Mise en œuvre d'une stratégie de différenciation des produits en fonction de leur qualité pour augmenter la consommation, encourager la production écologique et faciliter les contacts entre le secteur agroalimentaire et l'administration.

Économie circulaire

- Lancement d'un projet d'usine de biogaz en 2017 avec le soutien du Fonds européen de développement régional, afin de valoriser les déchets provenant de l'élevage.
- Participation à la création en novembre 2018 d'un groupe de travail sur les déchets, qui facilite la communication entre les parties prenantes à tous les niveaux (européen, national, régional et local), et à l'élaboration d'un plan d'action visant à améliorer la gestion des déchets.
- Mise en place en février 2018 d'un groupe de travail sur l'économie circulaire, chargé de réaliser un premier diagnostic de la situation dans les îles.
- Adoption en août 2018 de lignes directrices et de recommandations concernant la réduction et le recyclage des déchets plastiques à usage unique.
- Approbation en avril 2019 de la stratégie des îles Canaries relative aux matières plastiques.

Changement climatique

- Lancement de l'Observatoire du changement climatique des îles Canaries, organisme de consultation qui peut également participer à la mise en place de mesures.
- Révision de la stratégie régionale en matière de changement climatique.

Énergie

- Participation à l'initiative «Énergie propre pour les îles européennes»: organisation en novembre 2018 du deuxième forum sur l'énergie propre pour les îles de l'Union européenne qui s'est tenu à Lanzarote, et mise en place sur l'île de La Palma d'un projet pilote dans le cadre de cette initiative.
- Installation en 2019 de deux prototypes innovants pour utiliser l'énergie éolienne en mer sur la plateforme PLOCAN.

Recherche et innovation

- Conduite du projet européen de recherche FORWARD, qui vise à accroître la participation de toutes les régions ultrapériphériques aux réseaux et programmes de recherche internationaux.
- Relance du projet RIS3-Net2 en octobre 2019 (en qualité de chef de projet) dans le cadre du programme Interreg Madère-Açores-Canaries (MAC), afin de définir un cadre commun aux stratégies transrégionales de recherche et d'innovation pour une spécialisation intelligente (stratégies RIS3).

- Participation au projet SOCLIMPACT, dont l'objectif consiste à modéliser les effets du changement climatique et leurs incidences socio-économiques sur les îles européennes en ce qui concerne les secteurs de l'économie bleue.
- Participation au projet REACT soutenu par le programme HORIZON 2020 pour décarboner les systèmes énergétiques des îles.

Emploi, éducation et formation

- Conduite du projet GROW RUP, cofinancé par le programme Interreg Europe depuis janvier 2017 pour lutter contre le chômage de longue durée dans le domaine des économies verte et bleue.

Compétitivité, esprit d'entreprise et marché unique

- Lancement en janvier 2018 d'une stratégie opérationnelle pour l'internationalisation de l'économie des îles Canaries, dans l'objectif de renforcer la compétitivité des entreprises et l'esprit d'entreprise.

Accessibilité numérique

- Mise en place de deux appels à propositions pour soutenir la construction d'infrastructures à large bande haut débit (en 2018 et 2019).
- Soutien à des organismes pour assurer des formations aux compétences numériques, dans le cadre d'un ensemble de 71 projets (entre 2017 et 2019).

Coopération avec les pays voisins et au-delà

- Conduite, avec Madère et les Açores, du projet Interreg MAC HEXAGONE visant à renforcer la coopération avec la Mauritanie, le Sénégal et le Cabo Verde, par une meilleure coordination entre les programmes du Fonds européen de développement régional et du Fonds européen de développement dans la région (se termine en décembre 2022).
- Mise en place du projet Interreg VALCONMAC axé sur la protection et l'extension des habitats forestiers dans les archipels atlantiques de Macaronésie.